

**PORTANT EXPERIMENTATION D'UNE AIRE PIETONNE
RUE CARNOT SUD**

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-18, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-4 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.325-1 à L.325-3, R.110-2 R.411-3, R.412-28, R.415-5, R.417-10 et R.431-9 ;

Vu l'arrêté municipal du 15 février 2025 portant délégation de fonction et de signature à l'adjointe au Maire chargée de la sécurité et de la prévention de la délinquance ;

Considérant que la transformation de voies de circulation en aire piétonne a pour objectif d'améliorer le confort et la qualité d'usage de l'espace public en faveur des mobilités actives (marche, vélo) et de renforcer la sécurité des usagers ;

Considérant que la Ville de Pau souhaite évaluer l'impact du passage en aire piétonne de la section sud de la rue Carnot sur les usages et les flux de circulation ;

Considérant qu'il convient d'éviter que cette zone soit traversée par des véhicules en transit n'ayant pas vocation à y accéder pour des besoins strictement autorisés ;

Considérant qu'il y a lieu, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de limiter l'accès des véhicules motorisés à ceux expressément autorisés pour la durée de l'expérimentation ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} – Du lundi 16 juin 2025 au vendredi 11 juillet 2025, la zone de rencontre située rue Carnot du N°17 au N°2 est transformée à titre expérimental en aire piétonne.

ARTICLE 2 – L'accès à cette aire piétonne est réservé aux piétons qui sont prioritaires sur tout autre moyen de locomotion.

La circulation des deux ou trois roues non motorisés, les engins de déplacement personnels motorisés non thermiques sont autorisés à circuler dans les deux sens en veillant à rester à la vitesse du pas, sans causer de gêne aux piétons.

ARTICLE 3 – La circulation des véhicules et des deux ou trois roues motorisés est interdite sur cette zone piétonne, sauf selon les plages horaires ci-après :

1. les véhicules des riverains et de livraisons des rues Carnot (du N°2 à 17), de la République, Galos, Lestapis et du Docteur Simian ;
2. la navette du centre-ville Coxitis, les taxis, le petit train touristique, les véhicules de collecte des déchets ;
3. les véhicules effectuant une intervention de secours ou une intervention de maintenance technique d'urgence, les véhicules de la ville de Pau en intervention ainsi que les professionnels intervenant dans le cadre d'une autorisation temporaire délivrée par le service Occupation du domaine public ;

Les véhicules motorisés autorisés doivent circuler à la vitesse du pas, en ne dépassant que les véhicules à l'arrêt.

Les véhicules de plus de 19.5 tonnes sont interdits sur la zone piétonne.

ARTICLE 4 – Le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant dans les zones piétonnes sauf sur les emplacements réservés police et PMR.

ARTICLE 5 – Tout véhicule ou deux ou trois roues motorisés en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté est enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération est effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière sont à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 6 – L'arrêt des véhicules est autorisé le temps strictement nécessaire pour permettre la montée ou la descente de personnes, le chargement ou le déchargement du véhicule, sans pouvoir excéder 20 minutes, le conducteur restant aux commandes de celui-ci ou à proximité pour pouvoir, le cas échéant, le déplacer.

ARTICLE 7 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les services techniques municipaux.

ARTICLE 8 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 9 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Fait à Pau, le 02 juin 2025

Publié le 02 juin 2025